



Message 2022-DIME-24

15 mars 2022

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'une subvention au projet «Protection contre les crues et revitalisation de la Burstera et du Rohrmoos», sur le territoire de la commune de Planfayon

Sur requête de la commune de Planfayon, nous vous demandons d'accorder une subvention cantonale de 1 237 500 francs et une subvention fédérale de 962 500 francs au projet intitulé «Protection contre les crues et revitalisation de la Burstera et du Rohrmoos».

Le message est structuré de la manière suivante:

1. Situation initiale et justification du projet	1
2. Description du projet	2
3. Budget prévisionnel	3
4. Demande de subventions	3
5. Conséquences d'un refus	3
6. Autres conséquences	3
7. Conclusion	3

1. Situation initiale et justification du projet

La Singine chaude prend sa source dans le Lac Noir et, jusqu'à sa confluence avec la Singine froide à Zollhaus, coule sous la forme d'un torrent doté d'un fort débit et charriage et alimenté par un grand nombre d'affluents.

A cet endroit, la vallée située entre le Schwyberg et l'Ättenberg est souvent très étroite et constituée de pentes raides, mais elle s'élargit dans les deux derniers kilomètres qui précèdent le Lac Noir. Au cours des 20 à 30 dernières années, la population s'est densifiée et les quartiers qui bordent les différents ruisseaux peuvent subir des dommages importants en cas de crues. On y trouve aussi le marais du Rohrmoos, un bas-marais et un site de reproduction de batraciens d'importance nationale qu'il faut conserver et valoriser sur le plan écologique.

Cet espace réduit constitue donc une zone de problématiques entre densification urbaine locale, potentiel de développement touristique, accroissement des risques liés aux crues et aux laves torrentielles, protection de valeurs écologiques et droit des populations à la tranquillité et au bien-être.

Les quartiers de la Burstera et de la Chretza sont régulièrement inondés par la Singine chaude et par les torrents avoisinants, comme l'ont illustré les intempéries estivales de ces deux dernières années. C'est ce que confirment les cartes des dangers établies en 2006 pour la zone du Lac Noir et de la Singine chaude. Celles-ci montrent qu'une partie importante des habitations construites à cet endroit se trouvent en zone bleue (danger moyen) pour des crues et, parfois, pour des laves torrentielles. Les cours d'eau peuvent se déchaîner et causer des dommages, déjà pour des événements de crues d'un temps de retour inférieur à 30 ans. Le risque financier auquel sont actuellement soumis les biens matériels situés dans le périmètre du projet se monte en moyenne à environ 100 000 francs par an.

Le projet «Protection contre les crues et revitalisation de la Burstera et du Rohrmoos» vise, d'une part, à protéger ces quartiers et, d'autre part, à favoriser la préservation de la grande valeur de la faune et de la flore grâce à diverses mesures écologiques d'accompagnement qui bénéficieront essentiellement au marais.

2. Description du projet

Le développement du présent projet de protection contre les crues et de revitalisation par la commune de Planfayon et par un bureau d'ingénieurs mandaté à cet effet a nécessité un investissement considérable en temps et en compétences techniques pour répondre aux nombreux défis et aux multiples attentes sur les plans technique, écologique et sociétal et pour satisfaire aux conditions relatives à l'octroi du permis de construire et du subventionnement par la Confédération et le canton.

Le projet permet d'atteindre les objectifs suivants:

- > protection des immeubles individuels, des routes et des infrastructures contre les crues d'un temps de retour 50 ans;
- > protection des zones habitées et à bâtir contre les crues d'un temps de retour 100 ans;
- > amélioration de la qualité écomorphologique des parties basses des cours d'eau latéraux présents sur le périmètre concerné par le projet, amélioration de la séparation entre les surfaces d'habitation et les zones tampons du Rohrmoos ainsi que du régime hydrique du secteur et minimisation des travaux d'entretien de la zone protégée.

Il est prévu de prendre les mesures suivantes dans le périmètre concerné par le projet:

- > Sur la Singine, en amont du Rohrmoos:
 - élargissement du profil d'écoulement en amont du pont de la Burstera, pour permettre, selon les besoins, le dépôt et la gestion localisés du charriage;
 - remplacement et prolongation du pont de la Burstera;
 - construction d'une digue dans la partie basse du quartier de la Burstera, pour le protéger contre les crues de la Singine, rehausser son sentier de randonnée et le réorienter;
 - démantèlement de la digue de protection du sentier pédestre qui traverse la partie la plus en amont du Rohrmoos, et démolition du pont piétonnier situé à cet endroit;
- > Sur la Singine, dans le Rohrmoos:
 - construction d'un enrochement de berge et d'épis pour protéger, dans le quartier de la Chretza, la berge gauche de la Singine contre l'érosion;
 - construction d'une digue de protection d'environ 0,9 m de haut et 65 m de long sur la berge gauche de la Singine, en amont du pont de la Chretza;
 - extraction d'environ 800 m³ de sédiments déposés par des machines lors des travaux d'entretien du Rohrbach dans le Rohrmoos près du pont routier cantonal pour remettre le marais en état et le valoriser au niveau local;
 - valorisation écologique par le démantèlement d'une partie du remblai élevé dans le Rohrmoos, près de Rohrmatte et installation sur le marais, à cette fin,

d'une plateforme en bois d'environ 50 m de long permettant aux visiteurs d'observer comment la nature est protégée et mieux comprendre le patrimoine naturel existant;

- > Sur le ruisseau de la Burstera:
 - élargissement du lit du cours d'eau, construction d'une digue et adaptations du terrain pour retenir les laves torrentielles et le fort charriage dans le secteur de la Schlossbodenstrasse, environ 500 m en amont du quartier de la Burstera;
 - abaissement du lit d'un petit affluent pour protéger la partie supérieure du quartier, construction d'un passage à gué et d'une herse à bois;
 - déblaiement du terrain afin de créer un dépotoir pour les matériaux charriés et d'installer, aux abords directs des maisons les plus menacées, un ouvrage de rétention composé d'une herse pour lesdits matériaux et le bois flottant;
 - déplacement du lit actuel du ruisseau, trop petit et situé au milieu du cône alluvial, entre les habitations, vers la limite droite dudit cône, le long du chemin qui traverse le quartier. Cela permettra d'amener la Burstera à se jeter dans la Singine en amont du pont éponyme et de faire en sorte que le risque résiduel de crues et de laves torrentielles pour les habitations ne subsiste qu'à partir d'un événement d'un temps de retour 300 ans;
- > Sur le Hapferevorschisbach, petit torrent qui borde les premières maisons du quartier de la Chretza:
 - construction d'un ouvrage de rétention des sédiments avec digue et herse à bois;
 - profilage des routes et amélioration de l'écoulement par les buses existantes;
 - déversement directement dans le Rohrmoos avec réaménagement naturel du profil d'écoulement.

L'ensemble du périmètre sera en outre valorisé par diverses mesures telles que la plantation de haies, la pose de bois mort dans les cours d'eau ou la création, le long des berges, de prairies fleuries riches en espèces. Toutes ces mesures sont conçues de manière à ce que les interventions ne modifient que très peu le paysage et soient à peine visibles après les aménagements et les plantations.

Les ouvrages bâtis dans les cours d'eaux sont construits de manière à permettre la libre migration des poissons vers l'amont et l'aval de la Burstera et du Hapferevorschisbach.

La mise en œuvre des mesures permettra de réduire les dangers liés aux inondations et aux laves torrentielles de façon à éviter que les zones construites du quartier de la Burstera soient inondées ou subissent des débordements lors d'événements ayant un temps de retour inférieur à 300 ans. Un risque résiduel ne se produira que lors d'événements encore plus rares.

Les mesures dans les quartiers de la Chretza et de la Rohrmatte réduiront le risque représenté localement par les hautes eaux dans le Rohrmoos, même si certaines zones bâties peuvent cependant toujours être inondées avec une intensité faible à moyenne. Cette situation doit être prise en compte dans le cadre de l'aménagement local du territoire.

3. Budget prévisionnel

Les coûts globaux du projet sont estimés à 2 957 000 francs, dont 2 750 000 francs au total sont reconnus comme des coûts subventionnables pour l'aménagement des cours d'eau et la revitalisation en vertu du budget actuel afférent aux coûts de construction et de planification, aux honoraires, aux achats de terrains, aux indemnisations et aux imprévus.

Le rapport coûts/bénéfices de ces mesures s'établit, en appliquant la méthode de calcul préconisée par la Confédération, à 1,3, ce qui signifie qu'elles sont rentables. Elles sont de ce fait économiquement justifiées et donnent droit à un subventionnement fédéral et cantonal (conformément à l'art. 2 de l'ordonnance sur l'aménagement des cours d'eau (OACE; RS 721.100.1) et à l'art. 60 du règlement sur les eaux (RCEaux; RSF 812.11)).

4. Demande de subventions

La commune de Planfayon demande un subventionnement fédéral et cantonal de son projet de protection contre les crues et de revitalisation.

Selon l'Office fédéral de l'environnement, le projet satisfait aux conditions relatives à la protection contre les dangers naturels posées par la convention-programme sur les ouvrages de protection et les données de base sur les dangers. La Confédération garantit donc le financement de 35% des coûts afférents aux aménagements des cours d'eau, ce qui représente une somme de 962 500 francs.

Conformément aux articles 47, 48 et 49 de la loi du 18 décembre 2009 sur les eaux (LCEaux) et aux articles 60, 61 et 63 du règlement du 21 juin 2011 sur les eaux (RCEaux), l'Etat accorde à la commune de Planfayon une subvention de 32% incluant les suppléments de 5% et de 15% accordés pour financer des travaux destinés, respectivement, à aménager des cours d'eau de montagne et à effectuer une revitalisation. La subvention du canton atteint donc au total un maximum de 52% des coûts des travaux subventionnables.

Le montant total des subventions fédérales et cantonales accordées à ce projet ne doit cependant pas excéder 80% des coûts subventionnables. Son plafond est donc de 2 200 000 francs (art. 47 al. 2 LCEaux). La subvention du canton devrait donc atteindre un maximum de 45%, soit 1 237 500 francs.

5. Conséquences d'un refus

Comme l'ont montré les deux dernières années, si les mesures prévues sont refusées, les rez-de-chaussée des maisons continueront à être inondés et endommagés, de même que les infrastructures et les routes. En outre, les projets de travaux de reconstruction ou de nouvelles constructions ne pourront, dans le meilleur des cas, être réalisés qu'en répondant à des conditions et exigences importantes.

Le refus des subventions fédérales et cantonales à la commune compromettrait fortement, voire empêcherait la poursuite du développement territorial de cette région, dont les quartiers resteraient menacés, et conduirait à négliger les effets positifs du projet sur le bas-marais, qui est un site de reproduction de batraciens.

6. Autres conséquences

Le décret soumis n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il n'a pas non plus de répercussion sur les effectifs du personnel de l'Etat et ne pose pas de questions d'eurocompatibilité. Ce décret n'est pas soumis au référendum financier.

7. Conclusion

Pour les motifs exposés, le Conseil d'Etat recommande au Grand Conseil de soutenir le projet d'aménagement de cours d'eau de la commune de Planfayon en lui octroyant une subvention fédérale de 962 500 francs et une subvention cantonale de 1 237 500 francs au maximum, soit au total un soutien de 2 200 000 francs au maximum.

Le Conseil d'Etat demande au Grand Conseil d'adopter le projet de décret.

Annexe

—

Plan de situation «332.2 01 M_Synthèse de la situation»



Botschaft 2022-DIME-24

15. März 2022

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Beitrag an das Projekt «Hochwasserschutz und Revitalisierung Burstera – Rohrmoos» auf dem Gebiet der Gemeinde Plaffeien

Auf Antrag der Gemeinde Plaffeien ersuchen wir Sie um die Gewährung eines Kantons- und Bundesbeitrags von maximal 2 200 000 Franken an das Projekt «Hochwasserschutz und Revitalisierung Burstera–Rohrmoos»

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Ausgangslage und Begründung des Vorhabens	4
2. Projektbeschreibung	4
3. Kostenvoranschlag	5
4. Subventionsbegehren	6
5. Folgen einer Ablehnung	6
6. Weitere Folgen	6
7. Schlussfolgerung	6

1. Ausgangslage und Begründung des Vorhabens

Die Warme Sense beginnt im Schwarzsee und hat bis zu ihrem Zusammenfluss mit der Kalten Sense bei Zollhaus den Charakter eines Wildbachs mit beträchtlicher Abfluss- und Geschiebekapazität, gespiesen von einer grossen Zahl von Seitenbächen.

Das Tal zwischen dem Schwyberg und dem Ättenberg ist dort meist recht eng mit steilen Seitenflanken, weitet sich aber auf seinen letzten 2 km vor dem Schwarzsee auf. Dort hat sich der Talboden in den letzten 20 bis 30 Jahren deutlich besiedelt, und in den Quartieren entlang den verschiedenen Bächen besteht bei Hochwasserereignissen ein erhebliches Schadenpotential. Dort befindet sich aber auch das Rohrmoos, ein Flachmoor und Amphibienlaichgebiet von nationaler Bedeutung, mit Anspruch auf Erhalt und ökologische Aufwertung.

Somit ergibt sich dort auf kleinem Raum ein Spannungsfeld zwischen örtlicher Siedlungsverdichtung, touristischem Entwicklungspotential, verstärkter Gefährdung durch Hochwasser und Murgänge, Schutz von ökologischen Werten und menschlichem Anspruch auf Erholung und Wohlergehen.

Die Quartiere Burstera und Chretza werden in regelmässigen Abständen durch die Warme Sense und die angrenzenden Wildbäche überflutet, so auch bei den Sommerunwettern der letzten beiden Jahre. Dies bestätigen die seit 2006 vorliegenden Gefahrenkarten für den Raum Schwarzsee – Warme Sense, gemäss denen ein beträchtlicher Teil der dortigen Wohnhäuser in der blauen Zone für Hochwasser und teilweise auch für Murgänge liegen (mittlere Gefährdung). Bereits bei weniger als 30-jährlichen Ereignissen brechen die Gewässer aus und verursachen Schäden. Das aktuelle finanzielle Risiko für die im Projektperimeter befindlichen Sachwerte beläuft sich im Mittel auf rund 100 000 Franken pro Jahr.

Das nun anstehende Projekt «Hochwasserschutz und Revitalisierung Burstera–Rohrmoos» beabsichtigt einerseits diese Quartiere zu schützen und mit diversen ökologischen Begleitmassnahmen, speziell auch zu Gunsten des Moors, die wertvollen Lebensräume von Tieren und Pflanzen zu fördern.

2. Projektbeschreibung

Die Erarbeitung des vorliegenden Hochwasserschutz- und Revitalisierungsprojekts durch die Gemeinde Plaffeien und ein damit beauftragtes Ingenieurbüro erforderte einen beträchtlichen Aufwand an Zeit und fachlicher Kompetenz,

um den vielen technischen, ökologischen und gesellschaftlichen Anforderungen und Erwartungen gerecht zu werden und die Bedingungen für die Erteilung der Baubewilligung und der Subventionierung durch den Bund und den Kanton zu erfüllen.

Mit dem Projekt werden die folgenden Ziele erreicht:

- > Schutz von bewohnten Einzelgebäuden, Strassen und Infrastrukturen vor 50-jährlichen Ereignissen;
- > Schutz von bewohnten und eingezonten Siedlungen vor 100 jährlichen Ereignissen;
- > Verbesserung der ökomorphologischen Qualität der unteren Abschnitte der Seitengewässer im Projektperimeter, bessere Entflechtung zwischen Siedlungsflächen und den Randzonen des Rohrmooses, Verbesserung des Gebietswasserhaushalts und minimale Pflegeeingriffe im Schutzgebiet.

Im Projektperimeter sind die folgenden Massnahmen vorgesehen:

- > An der Sense oberhalb des Rohrmooses:
 - Gerinneaufweitung oberhalb der Bursterabrücke zur lokalisierten Ablagerung und Bewirtschaftung des Geschiebes je nach Bedarf;
 - Ersatz und Verlängerung der Bursterabrücke;
 - Bau eines Schutzdamms im unteren Bursteraquartier für den Schutz gegen Hochwasser der Sense und für die Anhebung und Neuführung des Wanderwegs;
 - Ab- und Rückbau des bestehenden Damms für den Fussweg quer durch den obersten Teil des Rohrmooses, Abbruch der dortigen Fussgängerbrücke;
- > An der Sense im Bereich des Rohrmooses:
 - Erstellung einer Blocksatzmauer mit Bühnen für den Erosionsschutz am lokalen, linksseitigen Prallhang der Sense im Chretzaquartier;
 - Bau eines rd. 0.9 m hohen Schutzdamms von rd. 65 m Länge linksseitig oberhalb der Chretzabrücke;
 - Aushub von rund 800 m³ früher maschinell ins Rohrmoos eingetragene Geschiebmaterial bei der Kantonsstrassenbrücke des Rohrbachs, zur lokalen Wiederinstandstellung und Aufwertung des Moores;
 - Ökologische Aufwertung durch Rückbau eines Teils der ins Rohrmoos ragenden Aufschüttung bei Rohrmatte, dafür Errichtung eines rund 50 m langen Holzstegs zum Moos hin für Naturschutzbeobachtung und Förderung des Verständnisses der bestehenden Naturwerte;
- > Am Bursterabach:
 - Bachbetterweiterung, Bau eines Damms und Geländeanpassungen für den Rückhalt bei Murgang und starkem Geschiebetrieb im Bereich der Schlossibodenstrasse, rund 500 m oberhalb des Bursteraquartiers;

- Eintiefung eines kleinen Seitenbachs für den Schutz des oberen Teils des Quartiers, Bau einer Fuhrts und eines Holzrechens;
 - Geländeabtrag zur Schaffung eines Geschieberückhalteriums sowie Bau des Geschiebe- und Schwemmholtzrechens direkt bei den obersten gefährdeten Häusern;
 - Verlegung des aktuellen, zu kleinen Bachbetts auf dem höchsten Punkt des besiedelten Schwemmkegels an dessen linken Rand, entlang der Quartierstrasse. Damit wird die Burstera in Zukunft oberhalb der Bursterabrücke in die Sense geleitet und für die Wohnhäuser besteht nur noch eine Restgefährdung ab einem 300-jährlichen Ereignis;
- > Am Hapferevorschisbach, einem kleineren Wildbach bei den ersten Häusern des Chretza-Quartiers:
 - Schaffung eines Geschieberückhalts mit Damm und Holzrechen;
 - Strassenprofilierung und Verbesserung des Einlaufs in den bestehenden Strassendurchlass;
 - Direkte Einleitung ins Rohrmoos mit einer neuen natürlichen Gerinnegestaltung.

Der gesamte Perimeter wird zudem mit diversen Massnahmen wie Hecken, Totholz im Wasser oder artenreichen Wiesen bei Böschungen aufgewertet. Sämtliche Massnahmen werden so gestaltet, dass die Eingriffe das Landschaftsbild nur unwesentlich verändern und nach der Begrünung kaum sichtbar sind.

Die Bauwerke in den Gewässern werden so erstellt, dass sie von Fischen passiert werden können und die Auf- und Abstiegsmöglichkeit für Fische in der Burstera und dem Hapferevorschisbach werden verbessert.

Mit der Realisierung dieser Massnahmen kann die Gefährdung durch Überschwemmung und Murgang so weit verkleinert werden, dass die heute überbauten Flächen im Burstera-Quartier bis zu einem 300-jährlichen Ereignis nicht überflutet oder übersaart werden und erst bei noch seltenen Ereignissen mit einer Restgefährdung zu rechnen ist.

Im Chretza-Quartier und bei Rohrmatte wird die lokale Gefährdung durch hohen Wasserstand im Rohrmoos vermindert, einige überbaute Flächen bleiben aber weiterhin geringer oder mittlerer Gefährdung ausgesetzt. Diese Situation ist ortsplanerisch zu berücksichtigen.

3. Kostenvoranschlag

Die Gesamtkosten des Projekts sind auf 2 957 000 Franken voranschlagt. Davon sind für den Wasserbau und die Revitalisierung insgesamt 2 750 000 Franken als beitragsberechtigter Kosten anerkannt, gemäss dem aktuellen Kostenvoranschlag von Baukosten, Planungskosten, Honoraren, Landerwerb, Entschädigungen und Unvorhergesehenem.

Das Nutzen/Kosten-Verhältnis dieser Massnahmen erreicht gemäss der vom Bund vorgeschriebenen Berechnungsmethode den Wert von 1.3, d.h. der Nutzen der Massnahmen übersteigt deren Kosten. Die Massnahmen sind somit wirtschaftlich gerechtfertigt und sind für den Bund und den Kanton subventionsberechtigt (gemäss SR 721.100.1 Wasserbauverordnung WBV Art. 2 und SGF 812.11 Gewässerreglement GewR Art. 60).

4. Subventionsbegehren

Die Gemeinde Plaffeien beantragt einen Bundes- und Kantonsbeitrag an das Hochwasserschutz- und Revitalisierungsprojekt.

Gemäss dem Bundesamt für Umwelt erfüllt das Projekt die in der Programmvereinbarung im Bereich Schutzbauten und Gefahrengrundlagen aufgeführten Bedingungen für den Schutz vor Naturgefahren, wofür der Bund einen Beitrag von 35% an die wasserbaulichen Kosten zusichert. Dies entspricht 962 500 Franken.

Gestützt auf die Artikel 47, 48 und 49 des Gewässergesetzes vom 18. Dezember 2009 (GewG) und die Artikel 60, 61 und 63 des Gewässerreglements vom 21. Juni 2011 (GewR) beträgt die Subvention des Staats zugunsten der Gemeinde Plaffeien 32% mit den Zuschlägen von 5% für Wasserbauarbeiten im Berggebiet und 15% für Revitalisierungsarbeiten. Dies ergibt einen Kantonsbeitrag von insgesamt maximal 52% der beitragsberechtigten Kosten.

Der Gesamtbetrag der Bundes- und Kantonssubventionen für dieses Vorhaben darf jedoch 80% der beitragsberechtigten Kosten, d.h. 2 200 000 Franken, nicht übersteigen (Art. 47 Abs. 2 GewG). Somit wird der Kantonsbeitrag voraussichtlich maximal 45% betragen, was einem Beitrag von maximal 1 237 500 Franken entspricht.

5. Folgen einer Ablehnung

Wie es sich in den letzten zwei Jahren gezeigt hat, ist ohne die geplanten Massnahmen weiterhin mit häufigen Überschwemmungen und Schäden in den Erdgeschossen von Häusern, an Infrastrukturen und an den Strassen zu rechnen. Zukünftige Um- oder Neubauprojekte wären im besten Fall nur mit grossen Auflagen realisierbar.

Werden der Gemeinde die notwendigen Bundes- und Kantonsbeiträge verweigert, dann wird in diesem Gebiet sämtliche weitere räumliche Entwicklung stark erschwert oder verunmöglicht, die Gefährdung der Quartiere weiterhin bestehen und die positiven Effekte des Projekts auf das Flachmoor und Amphibienlaichgebiet vernachlässigt.

6. Weitere Folgen

Das unterbreitete Dekret hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Es hat keinen Einfluss auf den Personalbestand des Staats und ist nicht von Fragen der Eurokompatibilität betroffen. Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

7. Schlussfolgerung

Aus den dargelegten Gründen empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat, das Wasserbauprojekt der Gemeinde Plaffeien mit einem Bundesbeitrag von 962 500 Franken und einem kantonalen Beitrag von maximal 1 237 500 Franken, das heisst insgesamt mit 2 200 000 Franken zu unterstützen.

Der Staatsrat ersucht den Grossen Rat, den Dekretsentwurf anzunehmen.

Anhang

—
Situationsplan «332.2 01 M_Synthese Situation»

**Décret relatif à l'octroi d'une subvention au projet
«Protection contre les crues et revitalisation de la Burstera
et du Rohrmoos», sur le territoire de la commune
de Planfayon**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 18 décembre 2009 sur les eaux (LCEaux) et son règlement d'exécution du 21 juin 2011 (RCEaux);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le message 2022-DIME-24 du Conseil d'Etat du 15 mars 2022;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

Art. 1

¹ La demande de subventionnement cantonal et fédéral du projet de protection contre les crues et de revitalisation de la Burstera et du Rohrmoos adressée par la commune de Planfayon est approuvée.

**Dekret über einen Beitrag an das Projekt
«Hochwasserschutz und Revitalisierung Burstera –
Rohrmoos» auf dem Gebiet der Gemeinde Plaffeien**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gewässergesetz vom 18. Dezember 2009 (GewG) und dessen Ausführungsreglement vom 21. Juni 2011 (GewR);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

nach Einsicht in die Botschaft 2022-DIME-24 des Staatsrats vom 15. März 2022;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Das Gesuch der Gemeinde Plaffeien um einen Kantons- und Bundesbeitrag an das Hochwasserschutz- und Revitalisierungsprojekt Burstera-Rohrmoos wird genehmigt.

Art. 2

¹ Le canton octroie à la commune de Planfayon une subvention correspondant au maximum à 45% des frais subventionnables, qui s'élèvent au total à 2 750 000 francs. Ladite subvention est donc plafonnée à 1 237 500 francs.

² La Confédération octroie à la commune de Planfayon, dans le cadre de la convention-programme sur les ouvrages de protection et les données de base sur les dangers, une subvention de 35% des frais subventionnables, qui s'élèvent au total à 2 750 000 francs. Ladite subvention est donc plafonnée à 962 500 francs.

³ Le montant total des subventions cantonales et fédérales accordées pour ce projet ne peut excéder 80% des dépenses imputables.

⁴ Cette dépense sera inscrite sous la position 3845 OPEN 5620.200 – «Subventions cantonales pour des communes liées à des conventions-programmes» et sera accordée en fonction de l'avancée des travaux et des fonds disponibles.

Art. 3

¹ En acceptant les subventions, la commune de Planfayon s'engage à maintenir les ouvrages en bon état.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au référendum financier.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

Art. 2

¹ Der Gemeinde Plaffeien wird ein kantonaler Beitrag von maximal 45% der subventionsberechtigten Gesamtkosten von 2 750 000 Franken gewährt, höchstens aber 1 237 500 Franken.

² Der Gemeinde Plaffeien wird über die Programmvereinbarung im Bereich «Schutzbauten und Gefahrengrundlagen» ein Bundesbeitrag von 35% der subventionsberechtigten Gesamtkosten von 2 750 000 Franken gewährt, höchstens aber 962 500 Franken.

³ Der Gesamtbetrag der Kantons- und Bundesbeiträge für dieses Vorhaben darf 80% der anrechenbaren Ausgaben nicht übersteigen.

⁴ Diese Ausgaben werden unter der Kostenstelle 3845 OPEN – 5620.200 «Kantonsbeiträge an die Gemeinden mit Bezug auf die Programmvereinbarungen» verbucht und entsprechend dem Fortschreiten der Arbeiten und den zur Verfügung stehenden Mitteln gewährt.

Art. 3

¹ Die Gemeinde Plaffeien verpflichtet sich mit der Annahme des Beitrags, die Bauwerke in gutem Zustand zu erhalten.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.